



FRANCE

L'exécutif met « le paquet » pour tenter de déminer la rentrée des jeunes

Jean Castex a insisté, jeudi, sur les moyens inédits débloqués pour favoriser l'emploi et la formation des jeunes. L'exécutif veut montrer qu'il met « le paquet » face à la crise.

Isabelle Ficek
@IsabelleFicek

Une bombe sociale à retardement. Les difficultés accrues des jeunes à entrer sur le marché du travail sont un dossier ultrasensible, qui a donné des sueurs froides au sommet de l'Etat. Alors pour la « priorité des priorités », le gouvernement a « décrété la mobilisation générale ». Une expression utilisée jeudi par Jean Castex, qui détaillait depuis Besançon le plan pour l'emploi des jeunes, prévenant, comme Emmanuel Macron, que « la rentrée sera difficile ». Le Premier ministre a même avoué ne « pas être sûr que l'opinion publique ait bien conscience qu'on pourrait avoir une rentrée difficile ».

Et sur les jeunes, alors que les oppositions n'en finissent pas de mettre la pression sur l'annonce – trop tardive à leurs yeux – de l'ensemble du plan de relance, l'exécutif ne veut surtout pas être accusé de ne pas en faire assez. Ni de ne pas avoir « anticipé ». « Car nous le savons, en temps de crise, ce sont les jeunes qui morflent en premier, notamment sur le terrain de l'emploi », a martelé le chef du gouvernement, cultivant un parler « cash ».

Dans la même veine, Jean Castex a assuré plusieurs fois, en détaillant les plus de 6 milliards d'euros sup-

plémentaires consacrés à l'emploi et la formation des jeunes, que le gouvernement avait décidé de « mettre le paquet ». Avec, pour celui qui met dans son Panthéon « l'art d'exécution » et « le concret », un slogan : « Un jeune, une solution ».

« Sur le terrain, ce qui nous remonte, confie Patrick Mignola, le chef de file des députés Modem, c'est la détresse, voire la panique, d'un certain nombre de familles car les jeunes n'arrivent pas à trouver un contrat d'apprentissage, un premier boulot, des petits jobs. Avec le plan, il faut une mobilisation énorme du monde économique. »

Emplois aidés

Il faut éviter, « en septembre, octobre, novembre, une foultitude de jeunes dont la seule direction soit Pôle emploi », a insisté Jean Castex. Au-delà des aides à l'embauche pour les entreprises, l'exécutif a une attention toute particulière envers les jeunes les plus éloignés de l'emploi et les plus précaires – avec par exemple les repas à 1 euro pour les étudiants boursiers.

A Chambord, Emmanuel Macron n'a d'ailleurs pas caché mercredi que l'été serait plus difficile, en particulier pour les familles binationales qui ne pourront partir, en raison du coronavirus, au Maghreb

notamment. Plus que d'habitude, l'exécutif est inquiet des tensions potentielles dans les quartiers. Et c'est aux jeunes « décrocheurs » que s'adressent d'abord les 300.000 « parcours d'insertion sur mesure », avec parmi eux un retour des emplois aidés.

« Nous adaptons nos politiques publiques aux circonstances », a répliqué Jean Castex, interrogé sur ce retour inattendu. Elisabeth Borne a promis qu'il y aurait à la clé un « accompagnement de qualité » et vanté non « pas une voie de garage, mais un tremplin vers l'emploi », se défendant de vouloir faire, comme « par le passé, un traitement statistique du chômage ». Ce qui irait à l'encontre de la philosophie de l'émancipation par le travail prônée par Emmanuel Macron depuis le début du quinquennat. ■